

***TemPo* - Faire advenir le temps du politique**

Profession de foi

TemPo est un mot qui nous ressemble, pas un sigle, pas un mot devenu creux, inodore et impalpable à force d'avoir été délavé par la langue du politiquement correct, un mot vif et volontariste, un mot d'université à taille humaine, d'université d'Arts, Langues, Lettres, Sciences Humaines et Sociales, qui remet l'humain, sa musique, sa cadence, ses valeurs, au cœur du projet politique. Car il faut des mots, un discours, pour porter un projet politique, changer le discours, donner la parole ou plutôt rendre la parole à notre communauté constituée le premier pas indispensable pour changer.

Pourquoi changer ?

Parce que tout ne va pas bien. Sur la base d'un bilan critique mais qui ne se veut pas à charge, nous avons dégagé des lignes de rupture et mis en évidence des dérives graves :

- une dérive gestionnaire et une inflation des tâches administratives pour tous les personnels. Elle se traduit par la multiplication des missions qui conduisent *de facto* à travailler plus pour ne pas gagner plus et parfois moins (jour férié à récupérer pour les personnels enseignants, recrutement des contractuels, politique de remplacement des personnels BIATSS qui contraignent les présents à assurer les tâches des absents sans compensation), par la multiplication des plus ou moins petits dysfonctionnements du fait de la rigidification des procédures dont une part relève de l'établissement et non de l'État, par l'absence de volonté forte et de prospective dans la politique de l'établissement, gel de postes y compris de celles et ceux qui assurent notre relève (ATER, contrats doctoraux).

- mais aussi une dérive autoritaire : il ne s'agit pas des individus en place et nous partageons tous des valeurs communes, démocratie, égalité, transparence, mais il faut se méfier des pratiques qui s'instaurent inmanquablement dans la continuité et l'isolement du pouvoir, en particulier le dessèchement du dialogue réel entre les individus, au profit d'une contractualisation des rapports. Nous dénonçons cette conviction qu'a l'équipe actuelle d'avoir raison, éventuellement contre tous, pour le seul motif qu'elle a l'expérience des dossiers. C'est incompatible avec le geste démocratique même, et c'est cette conviction qui a conduit l'équipe en place à ne pas accepter d'engager la discussion sur un bilan critique, à prendre des décisions sans consultations ni concertation, à agir sans informer, et cela a induit des conduites d'autosatisfaction allant parfois jusqu'au mépris. Un symbole : lors de la réunion de lancement des opérations électorales le 8 décembre dernier, où toute la communauté avait été invitée, aucun.e représentant.e de la future liste Culture Montaigne ne s'est déplacé.e.

C'est pourquoi, nous disons « assez ! » et voulons que les choses changent. Il ne s'agit certes pas de tout changer, ni de changer les choses n'importe comment, ni d'agir pour le simple goût du changement. Nous entendons toutes celles et tous ceux, nombreux, qui pensent que nous ne pouvons rien changer car le navire ou le « petit mammouth » pour singer l'un de nos anciens ministres est trop lourd et les contraintes trop grandes. Sans doute ne changerons-nous ni le monde, ni le cadre légal, ce n'est d'ailleurs pas notre rôle. Nous nous inscrivons dans la fonction publique que nous respectons et sommes fier.e.s de cette mission de service public qui nous incombe. Nous ne faisons pas de ces promesses qui n'engagent que celles et ceux qui y croient. Nous proposons des mesures concrètes, petites ou grandes, qui, pensées dans une vision politique générale, doivent permettre de redonner un sens et une visibilité à ce que nous faisons.

Comment et que changer ?

Dans un contexte lié aux profondes mutations des universités françaises (imposition de l'autonomie, recomposition du paysage universitaire à l'échelle régionale, très fortes contraintes imposées par la politique de contrat, sous-investissement de l'État dans l'enseignement supérieur et la recherche), notre communauté a su prendre de bonnes décisions en affirmant

son identité propre et son indépendance. Nous en sommes heureux.ses. Néanmoins, il faut maintenant, après un temps de repli défensif, redonner une impulsion à notre université : faisons advenir le temps du politique, donnons du mouvement, un tempo, une allure réglée, mesurée et non frénétique, à l'Université Bordeaux Montaigne, reprenons le contrôle du temps en repolitisant la gouvernance de l'établissement.

Cette démarche s'inscrit dans un esprit de responsabilité, de rassemblement et de véritable démocratie.

- Nous ne nions pas les contraintes, mais nous refusons de partir de la contrainte intégrée : nos missions, les personnes et les idées doivent être au cœur de nos projets.

- On ne doit pas faire passer les moyens avant les fins, or la gestion et l'économie ne sont que les moyens de la politique d'établissement : pas moins mais surtout pas plus. Ne faisons pas de zèle contreproductif, pas d'économies prudentielles qui engendrent actuellement des excédents en fin d'exercice. Nous ne sommes pas une entreprise destinée à dégager des bénéfices, nous sommes un établissement universitaire de service public dont le seul impératif est de remplir ses missions universitaires de service public : accueil de tous.les étudiant.e.s, formation de qualité, éveil de l'esprit critique et professionnalisation, formation par la recherche, recherche collective et individuelle, rayonnement à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Notre engagement repose sur des principes clairs et sur des ambitions précises.

• **Garantir un fonctionnement sain de nos institutions.** Cela suppose :

- une gouvernance d'abord politique et la clarification des rôles complémentaires du politique et de l'administration ;

- le refus du cumul des mandats électifs au sein de l'établissement ;

- un effort constant de transparence et d'information pour les décisions prises à l'échelle de l'université, mais aussi au sein des différentes composantes et unités, à commencer par les départements qui sont souvent le cadre le plus familier pour l'exercice de nos métiers ;

- un changement de méthode et de discours : écouter, restaurer la confiance entre les membres de la communauté, s'adapter avec souplesse aux particularités des formations et des recherches, mettre l'humain et non la gestion comptable en avant.

• **Se souvenir que notre université est un lieu de travail et de vie pour toutes et tous.** Nous voulons repenser les calendriers, améliorer les conditions de travail sur le campus, redonner du temps de travail pour toutes et tous, renforcer la vie universitaire, développer des actions et des lieux qui permettront d'intensifier les échanges entre les différentes catégories de personnel et entre celles-ci et les étudiant.e.s. Nous nous engageons aussi à améliorer les conditions de possibilité d'une réelle égalité de toutes et tous, et pour cela, à lutter contre les discriminations sociales et entre femmes et hommes.

• **Proposer une politique de recherche ambitieuse et fondée sur la coordination.** Il convient d'abord de dégager des espaces (temps et lieux) pour la recherche, c'est-à-dire en premier lieu pour les chercheuses et les chercheurs. Ce sont les équipes qui définissent en premier les axes de recherche. La valorisation de cette recherche et sa visibilité doivent devenir des priorités de la politique d'établissement.

• **Renforcer les liens avec l'extérieur, s'ouvrir sur la Cité et à l'international.** Si nous n'avons pas à justifier notre utilité, il nous appartient cependant de tisser ou de renforcer des liens avec des partenaires pour affirmer notre place d'acteur majeur dans le domaine du savoir et de la culture. Cet objectif appelle la mise en place d'une politique active de collaboration avec les acteurs régionaux et de site : une politique active et institutionnalisée de relation avec l'extérieur, une communication également renforcée et définie par une véritable ligne politique.

• **Affirmer les besoins, les particularités et les priorités de notre université.** Dans les négociations avec le ministère, comme dans les rapports avec les autres membres de la ComUE, il nous faut faire entendre notre voix et convaincre lorsque nos intérêts sont menacés : agir et non subir. Dans un contexte de contraintes financières croissantes, rien ne pourra durablement être mis en place sans une politique volontariste et active qui vise à défendre non seulement la qualité et les particularités de notre recherche mais aussi des conditions d'accueil et d'enseignement les meilleures pour nos étudiant.e.s.